

En devenant le deuxième personnage de l'État, cette pure « techno » s'empare d'un bastion masculin. Une révolution... française

Le 16 mai, celle qui a été 3 fois ministre s'installe à Matignon.



ÉLISABETH BORNE MADAME LA PREMIÈRE MINISTRE

La « mobilité », Elisabeth Borne, 61 ans, connaît bien. Le CV de cette bûcheuse discrète en témoigne : haute fonctionnaire, préfète, présidente de la RATP, ministre d'Emmanuel Macron aux multiples casquettes successives (Transports, Écologie, Travail). Et désormais deuxième femme à la tête de l'exécutif sous la V^e République. Jamais élue, elle est réputée pour son management sévère. Et pour sa réticence à se voir adjoindre un officier de sécurité. « Je n'imagine pas être au restaurant avec des amis, accompagnée par un garde du corps », confiait-elle à Paris Match en 2018. Matignon vaut bien quelques concessions.

PHOTO LUDOVIC MARIN
RÉCIT MARIANA GRÉPINET



Au moment de lui passer le flambeau, Jean Castex lui glisse un petit mot : « Bon courage, mon numéro ne change pas ! »



À gauche, l'ex-conseillère de Lionel Jospin (en jaune) assiste au départ de son Premier ministre, remplacé en 2002 par Jean-Pierre Raffarin.

Comme Lionel Jospin, cette accro au Coca light est une austère qui se marre. Une vapoteuse qui déteste se livrer

Par Mariana Grépinet

Elle préfère Mozart à Angèle mais, ces derniers jours, Elisabeth Borne aurait pu fredonner le tube de la chanteuse belge : « Hier tu me voulais / C'est oui ou bien c'est non ? / Demain, tu me feras marcher... » Lundi soir, la ministre du Travail a signé pour un nouveau job après vingt-deux jours d'attente et de rebondissements. Première ministre, elle tient à la féminisation du titre quand, trente ans plus tôt, pour Édith Cresson, première femme à occuper cette fonction, il se conjugait au masculin. Elisabeth Borne a d'ailleurs eu une pensée pour sa « prédécesseuse » et a dédié sa nomination « à toutes les petites filles », les exhortant à aller au bout de leurs rêves. Richard Ferrand l'a aidée à réaliser le sien : « C'est elle qu'il faut prendre », répétait-il au chef de l'État, en prônant un choix de raison. « Il a été décidé à Marseille que l'Écologie devait revenir à Matignon... et elle a été ministre de l'Écologie ! argumentait le président de l'Assemblée nationale. On lui a certes reproché de ne pas assez l'incarner, mais elle est

celle qui a le plus « délivré ». Et au Travail, elle restera comme la ministre de la baisse du chômage. Elle a aussi pour elle l'expérience de l'État et, en tant que candidate aux législatives, elle va chercher sa légitimité auprès du peuple. Alors pourquoi s'enquiquiner à faire original ? »

L'éternelle bonne élève cochant donc toutes les cases. Polytechnicienne diplômée des Ponts et Chaussées, elle revient à Matignon par la grande porte. Vingt ans plus tôt, le 6 mai 2002, elle y applaudissait Lionel Jospin, un de ses mentors, auprès de qui elle venait de passer cinq ans en tant que conseillère chargée des transports. Marie-France Lavarini, communicante influente au service de la gauche, l'a rencontrée à ce moment-là. Elle décrit « une vraie bosseuse, dévouée à l'intérêt général, qui maîtrise ses dossiers et a des résultats ». Proche du Parti socialiste pendant deux décennies sans jamais avoir pris sa carte, elle est étiquetée à gauche. Elle a été de tous les cabinets et administrations importants – Jack Lang à l'Éducation, Bertrand Delanoë à la mairie de Paris (en tant que directrice générale de l'urbanisme) ou Ségolène Royal à l'Environnement. Mais

c'est pourtant une réforme de droite, menée en tant que ministre du Travail, qui lui a valu son début de notoriété. « Ses origines sont de gauche mais la réforme de l'assurance chômage, qui durcit l'accès à l'indemnisation, lui a fait perdre son étiquette », cingle ainsi une de ses anciennes collègues du gouvernement, membre, comme elle, de Territoires de progrès, le mouvement social-réformiste créé par Jean-Yves Le Drian et Olivier Dussot pour incarner les valeurs de la gauche au sein de la majorité.

Contrairement à la présidente du groupe socialiste à l'Assemblée, Valérie Rabault, et à la directrice de Nexity, Véronique Bédague, deux autres femmes approchées par l'entourage d'Emmanuel Macron, Elisabeth Borne voulait ce poste. Elle menait d'ailleurs depuis plusieurs semaines une campagne discrète – car en macronie, le plus sûr moyen de ne pas obtenir ce qu'on veut consiste à manifester ses ambitions. Devant les éditorialistes, elle déroulait son parcours et ses réussites. Et lorsqu'ils lui faisaient remarquer qu'elle avait, en venant de la gauche, conduit les réformes les plus à droite du quinquennat – de la SNCF à l'assurance chômage –, elle

souriait : « Je me suis dépassée moi-même... » « Elle est derrière les deux grandes transformations du quinquennat. C'est un bulldozer, elle avance de façon propre et nette », plaide l'ancien socialiste Christophe Castaner, le patron des députés LREM à l'Assemblée, qui l'adore. Le président apprécie cette femme qu'il juge « solide et sérieuse ». Avec elle, les choses sont toujours claires, sans ambiguïté. Alexis Kohler aussi a plaidé en sa faveur. Il la connaît bien : ils ont travaillé ensemble, notamment sur les péages autoroutiers, lorsqu'ils étaient respectivement directeurs de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy et de Ségolène Royal à l'Environnement. « Elle sera aux ordres », lâche un poids lourd du gouvernement Castex. Ça tombe bien, Macron ne veut pas d'une Première ministre avec laquelle il faudrait négocier. Et encore moins d'une femme qui lui ferait de l'ombre... Pas question, pour lui, de changer sa manière d'exercer le pouvoir.

Alors c'est oui ou bien c'est non ? S'il a entendu les compliments, le chef de l'État a aussi noté les faiblesses. Bien sûr, cette pupille de la nation, élevée avec sa sœur par une mère pharmacienne, incarne la méritocratie. Son père, Juif d'origine russe, fut résistant avant d'être déporté. Il est mort en 1972, elle avait tout juste 11 ans. « Elle connaît la vie des Français, elle l'a vécue », insiste son amie Marie-France Lavarini. Mais elle a une forme de rigidité, de raideur. « Elisabeth Borne... comme son nom l'indique », lance, vacharde, Ségolène Royal, sa patronne pendant un an. « Elle a un côté

préfète », confirme une figure ministérielle qui se souvient qu'elle exerça cette fonction dans la région Poitou-Charentes. « Borne-out », ce surnom hérité de la période où elle fut P-DG de la RATP, lui est resté. Elle est réputée pour épuiser ses collaborateurs. L'un d'eux confirme et se souvient de l'avoir vue hurler sur un conseiller jusqu'à le faire pleurer. « J'en ai marre de travailler avec des cons, je suis entourée de cons ! » lance-t-elle aussi lors d'un déplacement à New York pour le compte de Ségolène Royal. « L'exercice du pouvoir l'a changée », jurent ceux qui l'accompagnent aujourd'hui. Comme Jospin, cette accro au Coca light serait une austère qui se marre. « Elle ne se prend pas au sérieux et gagne à être connue », assure le toujours bienveillant Richard Ferrand. Discrète sur sa vie privée, elle a un fils de 29 ans, Nathan, issu d'une précédente union, vit en couple et aime randonner dans le désert. Ministre depuis cinq ans, cette vapoteuse

déteste se livrer et demeure quasiment inconnue des Français.

Ancienne « techno », elle s'est hissée presque par hasard au niveau des politiques : en mai 2017, elle participe au congrès de l'Union internationale des transports publics à Montréal, en tant que patronne de la RATP, lorsque Emmanuel Macron l'appelle pour lui proposer d'entrer au gouvernement aux Transports. Elle poursuit sa mue en se présentant pour la première fois devant les électeurs. Alain Tourret, qui achève son troisième mandat, est allé la voir il y a presque un an

pour lui proposer de reprendre sa circonscription, la sixième du Calvados, « la meilleure de tout l'ouest du pays » (il y a obtenu 68 % des suffrages au second tour des législatives de 2017). Il sait qu'elle s'intéresse à son secteur, son nom a été évoqué pour les municipales de Caen en 2014 et les régionales en 2020. Sa mère est née à Livarot, commune dont son grand-père, Marcel Leceste, fut longtemps maire et conseiller général. En septembre, elle confirme : « J'ai une forme d'amour rentré pour la Normandie... » Depuis, Alain Tourret constate que les relations entre son territoire et la SNCF se sont améliorées : « Les trains sont un peu moins en retard et on a récupéré les anciens wagons du TGV ! »

Si sa bonne connaissance des partenaires sociaux pourrait l'aider au moment de conduire la délicate réforme des retraites, son manque de poids politique et son absence de troupes pourraient devenir un handicap face à une majorité bien moins docile qu'en 2017. Impossible aussi, pour elle, de prétendre être la cheffe de file pour la campagne des législatives ou de jouer les arbitres entre les grands barons, Édouard Philippe ou François Bayrou. « Mais le président a confié cette tâche à Richard Ferrand », évacue Clément Beaune qui apprécie son exigence, sa droiture, et relativise : « Personne, homme ou femme, ne coche toutes les cases... »

Alors c'est oui ou bien c'est non ? Macron a tellement hésité... « Borne est un choix trop classique ou trop attendu », décryptait encore un stratège de la majorité deux jours avant la nomination. Jean-Louis Borloo et Thierry Solère, spécialiste des coups de billard à douze bandes et expert ès débauchages, ont poussé en faveur de Catherine Vautrin, ex-LR et présidente du Grand Reims. Mais François Bayrou et Richard Ferrand ont répliqué, jugeant le signal trop marqué à droite, alors que le chef de l'État souhaite donner des gages aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon. L'opposition au mariage pour tous de l'ex-ministre de Jacques Chirac n'a pas aidé. Alors Elisabeth Borne est redevenue non plus la favorite mais l'unique option d'un Macron qui, à force de jouer au maître des horloges, a fini par se retrouver au pied du mur. Et a renoncé à prendre des risques... Résultat : vingt-deux jours d'attente pour une annonce que tout le monde envisageait depuis des semaines, et un sentiment de « tout ça pour ça ». « Il va, du coup, falloir un "effet waouh" dans la composition du gouvernement », conclut le conseiller d'un ministre qui espère être reconduit. ■